

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 janvier 2019

PRÉVENTION ET SANCTION DES VIOLENCES LORS DES MANIFESTATIONS - (N° 1600)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT**N ° 185**

présenté par

Mme Forteza, Mme Dubost et M. Taché

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 1ER A, insérer l'article suivant:**

À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 211-2 du code de sécurité intérieure, le mot :
« trois » est remplacé par le mot : « quatre ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement est en lien avec celui visant à allonger le délai de notification à une personne pour son interdiction de manifester. Corrélativement à cet allongement, il convient d'allonger aussi la durée minimale pour demander une autorisation de manifestation.

Si l'on reconnaît un délai de trois jours pour notifier à l'intéressé une interdiction administrative de manifester, il faut que celui-ci soit cohérent avec la date de déclaration de la manifestation.

Dès lors, le passage d'une déclaration d'une manifestation de trois à quatre jours au minimum permet de répondre à cet objectif.